



CS 30001
Avenue de la Côte de Nacre
14033 CAEN Cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**
n° 2025-49 du 02/04/2025

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

**Objet : Bionettoyage des sas d'accès et de décontamination amiante
du CHU Caen Normandie**

SOMMAIRE

1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	4
1.3 CO-TRAITANCE	4
1.4 SOUS-TRAITANCE	4
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
2.1 OBJET.....	4
2.2 FORME.....	4
2.3 ACCORD CADRE.....	4
2.4 DECOMPOSITION EN LOTS	5
2.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	5
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	5
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	5
4.1 ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHÉ	5
4.2 REPRISE DU PERSONNEL.....	5
5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	6
5.1 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.3 PERIODES D'INTERVENTION.....	6
6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	6
6.1 NATURE DES OPERATIONS.....	6
6.2 FRAIS DE VERIFICATION.....	6
6.3 PRESENCE DU TITULAIRE	6
7. PREVENTION DES RISQUES AMIANTE.....	6
8. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	7
8.1 FORME DES PRIX	7
8.2 PRIX DE REGLEMENT.....	8
8.3 CLAUDE DE BUTOIR.....	8
9. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	8
9.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	8
9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
9.3 MODE DE REGLEMENT.....	9
9.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	10
10.1 AVANCE	10
10.2 RETENUE DE GARANTIE	10
11. PENALITES.....	10
12. GARANTIE	11
13. DISPOSITIONS DIVERSES	11
13.1 EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	11
13.2 MODIFICATION DU MARCHÉ.....	11
13.3 ASSURANCES	12
13.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	12
13.5 NOTIFICATION ELECTRONIQUE	12
13.6 OBLIGATION DE CONSEIL	12
13.7 OBLIGATION DE RESULTAT	12

14.	RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT	12
14.1	CAS DE RESILIATION.....	12
14.2	INDEMNITE DE RESILIATION	13
14.3	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
15.	RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE.....	13
16.	RÈGLEMENT DES LITIGES	13
17.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	14
18.	DÉROGATIONS AU CCAG / FCS	14

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Le Centre Hospitalier Universitaire de Caen Normandie (CHU Caen Normandie) est désigné ci-après le pouvoir adjudicateur, il est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, la directrice du département des infrastructures et de la reconstruction est l'interlocuteur du titulaire.

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / FCS.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Seule de la sous-traitance de rang 1 est autorisée.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer au CHU Caen Normandie le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 41 du CCAG / FCS).

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **le bionettoyage des sas d'accès et de décontamination amiante du CHU Caen Normandie** et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes : annexe 1 : fichier « *description des équipements* », annexe 2 à 11 « *10 photographies* » et annexe 12 « *reprise du personnel* ».

2.2 Forme

Le marché est passé par le CHU Caen Normandie, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 publié Journal Officiel du 19 mars 2009.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)
- ☐ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique).

2.3 Accord cadre

Sans objet.

2.4 Décomposition en lots

La prestation n'est pas décomposée en lot.

2.5 Décomposition en tranches

Sans objet

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- 3) Le présent CCAP ;
- 4) Le CCTP et ses annexes ;
- 5) Le cadre de composition de l'équipe ;
- 6) Les échanges questions réponses ;
- 7) La réponse technique du titulaire (note méthodologique qui précise les modalités d'exécution des prestations, dont l'échéancier visé au CCTP) ;
- 8) Le CCAG / FCS.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU Caen Normandie et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Entrée en vigueur du marché

Le marché prend effet au **1^{er} octobre 2025**, ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, **jusqu'au 30 septembre 2026**. Il sera tacitement reconductible par 3 périodes de 12 mois, jusqu'au 30 septembre 2029.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU Caen Normandie. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU Caen Normandie. La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

A cet titre, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU Caen Normandie dans les plus brefs délais.

4.2 Reprise du personnel

Conformément à la réglementation en vigueur, dès la notification du marché, le titulaire prend toute disposition relative à la « reprise » du personnel du titulaire « sortant ».

De la même manière, au cours de l'une des périodes de marché, en cas de non reconduction, et, en tout état de cause, au cours de la dernière période du marché, le titulaire communique au CHU Caen Normandie, sur sa demande, dans un délai de 15 jours, la masse salariale affectée à l'exécution des prestations et susceptible d'être reprise en cas de changement de titulaire, ainsi que son coût.

Le titulaire utilisera l'annexe 7 de la Convention Collective de la Propreté qui prévoit le transfert des salariés affectés sur le site entretenu, à la société qui assure la reprise de l'activité de nettoyage, lors de la cessation d'un contrat commercial.

5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Lieu d'exécution des prestations

Les sas concernés par le présent marché sont situés **aux 2 étages techniques (2 et 4) de la tour du CHU Caen Normandie** :

avenue de la Côte de Nacre
Bâtiment Tour/Galette
14033 CAEN Cedex 9

5.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables telles que visées au CCTP).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres au CHU Caen Normandie.

5.3 Périodes d'intervention

Les prestations s'exécutent, quotidiennement, du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 17H00 et 20H00, conformément à l'annexe 1 du CCTP « *description des équipements* ».

6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

- Les opérations de vérification quantitative consistent à contrôler la conformité entre la quantité exécutée et celle indiquée au marché.
- Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché.

6.2 Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

6.3 Présence du Titulaire

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG / FCS, le Titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que le Pouvoir Adjudicateur le convie, aux opérations de vérification. Le Titulaire doit informer le Pouvoir Adjudicateur de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

6.4 Déroulement des opérations de vérification

Le Titulaire transmet selon la périodicité fixée au CCTP les rapports de prestations effectuées. A réception desdits documents (adressés par courriel, télécopie ou courrier), le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder au contrôle des prestations réalisées. L'absence de décision au-delà du délai vaut admission des prestations.

6.5 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG / FCS.

7. PREVENTION DES RISQUES AMIANTE

En raison de la **présence d'amiante sur une partie des zones concernées par les prestations**, les préposés désignés par le titulaire pour exercer les missions prévues au marché, **et devant intervenir sur site**, doivent disposer d'une attestation de compétence telle que mentionnée dans le CCTP.

Le CHU Caen Normandie souhaite attirer l'attention du titulaire sur le délai administratif demandé par les différents organismes pour la délivrance des aptitudes et attestations nécessaires aux interventions en milieu amianté. Il convient donc d'anticiper le plus possible ces démarches.

A noter que s'il ne les a pas fournies dans son offre, **le titulaire a 7 jours, à compter de la notification du marché**, pour produire les aptitudes et attestations de ses intervenants sur site, qui, en tout état de cause ne pourront se rendre en milieu amianté sans présenter au préalable, lesdits documents.

A la charge du titulaire de mettre à disposition de ces personnels les équipements nécessaires à la bonne exécution de son marché et à la protection des ouvriers et du personnel (Equipement de Protection Individuelle, moyens d'accès, matériels, stockage, élimination et évacuation des déchets). Ces matériels et équipements devront respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leurs certificats de contrôle périodique.

Les entreprises doivent respecter l'ensemble des dispositifs de prévention préconisés par le CHU, le CT, les services d'Inspection du Travail et la CRAM, ainsi que toutes les lois et règlements.

Règlements spécifiques à l'amiante :

- Code du Travail : Partie IV, Livre IV, Titre I, Chapitre II, Section 3, Sous-section 2, Articles R4412-94 à R4412-124 et Sous-section 4, Articles R 4412-144 à R4412-148 : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante
- Code de la Santé Publique : Partie I, Livre III, Titre III, Chapitre IV, Section 2, Sous-section 4, Articles R 1334-25 à R1334-29-3 : Obligations issues des résultats des repérages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

8. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix comprennent en outre :

- les équipements de protection individuelle des préposés,
- les éléments de protection collective : éléments de balisage à mettre en place pour signaler l'interdiction de pénétrer les zones en cours de bionettoyage,
- les matériels, produits et consommables nécessaires à la réalisation des prestations,
- le savon liquide et le « rechargement » du savon liquide du compartiment « douches » des sas,
- la fourniture, l'installation et l'entretien des distributeurs afférents,
- les contrôles qualités visés au CCTP.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

8.1 Forme des prix

Le prix, forfaitaire, et détaillé dans le cadre de DPGF du titulaire. Le montant du forfait est intangible, il ne peut être corrigé ou rectifié en cas d'erreur de calcul.

8.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables au CHU et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer au CHU, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Les prix seront révisés annuellement à compter du 1^{er} octobre 2026.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au CHU Caen Normandie, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision (au plus tard, avant le 1^{er} septembre).

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à la révision. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse de l'indice suivant publié par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) :

- IP : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)-CPF 81.22 – Nettoyage spécialisé en milieu industriel - Prix du marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes –identifiant : 010766787.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P_R = P_o \times (I/I_o)$$

dans laquelle :

P_R = Prix révisé,

P_o = Prix d'origine porté dans l'offre,

I_o = Valeur de l'indice d'origine : celui de mai 2025,

I = Valeur de l'indice afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié au 1^{er} octobre de l'année de révision).

Les coefficients de variation de prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où un indice serait supprimé au cours de l'exécution du marché, les parties lui substitueraient un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'une indemnité.

8.3 Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision sera limitée à une augmentation de 4 % par période.

Cette clause n'est pas appliquée de manière automatique, mais à l'appréciation du CHU Caen Normandie, en fonction des conditions particulières du marché.

9. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acompte au sens de l'article R2191-21 du Code de la commande publique, d'un montant équivalent à 100 % de la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement est fixée à trois mois. Ce délai est ramené à un mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, au sens du II de l'article R.2151-13 du Code susvisé.

L'acompte ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché.

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ la date de la demande d'intervention (pour la maintenance corrective),
- ◆ l'intitulé de la prestation exécutée,
- ◆ l'identification des équipements concernés et des pièces changées (pour la maintenance corrective),
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement au CHU Caen Normandie **à l'issue des opérations de vérification** conformément à l'article 6.5 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

Périodicité des règlements :

- Les factures sont réglées, mensuellement, après réalisation et admission des prestations.

9.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,

- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au CHU Caen Normandie une indemnisation complémentaire, sur justification.

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, le CHU Caen Normandie décide et pourvoit à leur mise en œuvre, directement avec le titulaire.

9.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorière Principale du CHU Caen Normandie.

10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

10.1 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant initial supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf en cas de renonciation expresse du titulaire dans son acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de cinquante jours, à compter de la date de notification du bon de commande.

L'avance est fixée à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché et devra être terminé lorsqu'il atteint ou dépasse 80 % du même montant.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

10.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

11. PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG / FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités définies comme suit :

TYPE DE DELAI/PRESTATION	DELAIS/POINT DE DEPART	PENALITES
Non exécution des prestations	Fiche d'enregistrement à l'entrée du SAS	50 €/jour ouvré et par sas non nettoyé
Mauvaise exécution des prestations	Date de la constatation lors d'un contrôle contradictoire si un écart est relevé entre l'état de propreté constaté visuellement (incluant un défaut d'approvisionnement des consommables) et celui qu'il devrait être, tel qu'un procès-verbal de vérification est signé des deux parties.	50 €/sas
Absence non justifiée à la visite de contrôle	Horaire fixé pour le contrôle	100 €/absence
Absence d'auto-contrôle	Constat au regard des fiches de contrôles donnant lieu à un rapport trimestriel	50 € par auto-contrôle non effectué.
Non remise du rapport trimestriel	7 ^{ème} jour après la fin du trimestre	150 € par rapport trimestriel non remis

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant, dans la limite de 20 % du montant global de la période de marché concernée. Leur montant est notifié, pour information, au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

12. GARANTIE

Les consommables et distributeurs de savon sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Evolution technologique, technique ou réglementaire

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation

13.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire.
- en cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public.

- en cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence.
- en cas d'ajouts de sas.
- en cas de retrait de sas en lien notamment avec la reconstruction du CHU Caen Normandie

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

13.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

13.4 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du CHU Caen Normandie sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

13.5 Notification électronique

Le CHU Caen Normandie se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur pourra être utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

13.6 Obligation de conseil

Le titulaire assure une obligation de conseil sur les dispositions à prendre en cas d'incident et de mise en garde sur les points reconnus sensibles des équipements dont il assure la maintenance, telle que précisée au CCTP.

13.7 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat qui consiste à assurer le bionettoyage dans les règles de l'art et à rendre les surfaces dans l'état de propreté défini à l'article 2 du CCTP « *finalités des prestations* ».

14. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

14.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU Caen Normandie de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts, sous réserve des dispositions suivantes.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au CHU Caen Normandie.

Le marché sera résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable** :

- en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de technique, d'équipement,...).
- en cas de nouvelles non-conformités sur les prélèvements d'eau prévus à l'article 6 du CCTP,

Compte tenu de l'appartenance de l'établissement au GHT Normandie Centre, si la prestation objet du présent marché fait l'objet d'une mutualisation, celui-ci pourra être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 38 CCAG / FCS et aucune indemnité ne sera due.

Enfin, le marché sera résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable**, par le CHU Caen Normandie, en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de technique, d'équipement,...).

14.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée pour motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe du marché diminué du montant hors taxe déjà réalisé sur la période, un pourcentage à hauteur de 5 %, par dérogation à l'article 42 du CCAG / FCS.

Le titulaire devra en faire une demande écrite, au CHU Caen Normandie, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU Caen Normandie s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / FCS, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU Caen Normandie, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution par le titulaire, d'un nouveau marché ayant le même objet.

14.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus au marché, ou bien encore n'exécutera pas sa prestation dans une qualité recevable, le CHU Caen Normandie **pourra à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 7 jours calendaires.**

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU Caen Normandie, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

15. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU Caen Normandie pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

16. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

17. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 14 du présent CCAP.

18. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 6	Article 27.3	Présence du titulaire lors des vérifications
Article 6	Article 30.3 Article 30.4	Présentation des observations du titulaire avant réfaction ou rejet
Article 11	Article 14.1 Article 14.2	Pénalités de retard
Article 14	Article 41.2	Absence de mise en demeure avant résiliation
Article 14	Article 42	Indemnité de résiliation

* *
*